

Burundi: Amnesty appelle à un déploiement d'observateurs des droits humains

Amnesty International, 9 novembre 2015 Le Conseil de sécurité de l'ONU doit faire pression sur les autorités du Burundi pour enrayer la crise des droits humains Le Conseil de sécurité des Nations unies se réunit le 9 novembre pour discuter de la crise politique et des droits humains qui sévit au Burundi et doit lancer un appel vigoureux aux autorités afin qu'elles mettent un terme à la crise, s'attaquent aux graves problèmes relatifs aux droits humains et garantissent la sécurité de la population, a déclaré Amnesty International.

« Les propos incendiaires de hauts responsables font craindre que la situation tendue au Burundi n'échappe à tout contrôle et ne conduise à des massacres », a déclaré Sarah Jackson, directrice adjointe pour l'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et les Grands Lacs à Amnesty International. « Il est essentiel d'autoriser l'entrée d'observateurs indépendants des droits humains et de protéger les habitants contre de nouvelles violences en vue d'apaiser la situation. » Les violences se poursuivent dans la capitale, Bujumbura, où l'on signale chaque jour des exécutions extrajudiciaires, des arrestations arbitraires, des actes de torture et d'autres mauvais traitements. Neuf hommes, dont un employé du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), auraient été tués lors d'une fusillade dans un bar de la capitale, le 7 novembre. La veille, le fils de l'ancien défenseur des droits humains Pierre Claver Mbonimpa a été retrouvé mort après avoir été arrêté par la police. Des représentants de l'Union africaine (UA) assisteront à la réunion du Conseil de sécurité. L'UA doit accorder le déploiement d'observateurs des droits humains, afin d'atteindre le quota fixé par la décision du Conseil de Paix et de Sécurité le 17 octobre. Il en faut un maximum sur le terrain dans le cadre d'une action décisive visant à mettre fin aux attaques ciblant la société civile et les médias. Complètement d'information Des centaines de Burundais sont morts depuis le début des troubles en avril dernier, lors de manifestations contre la décision du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat. Selon certaines informations, les habitants fuient à l'arrivée des forces de l'ordre qui effectuent des perquisitions systématiques dans les quartiers de Bujumbura considérés comme des bastions de l'opposition. Le 29 octobre, le président du Sénat, Reverie Ndirukiyo, a déclaré que la police allait bientôt se mettre au « travail ». Il a exhorté les policiers à identifier les habitants dans leurs quartiers qui pourraient être pris pour cibles par la police. L'usage du terme « travailler » est « gukora » en kirundi est très inquiet, car il rappelle la rhétorique utilisée pour inciter aux massacres génocides de 1994 au Rwanda. Le 2 novembre, le président Pierre Nkurunziza a donné un ultimatum de cinq jours aux « criminels » pour déposer les armes, après quoi ils seront « punis conformément à la loi antiterroriste » et traités comme des ennemis de la nation. Il a autorisé les forces de sécurité à « utiliser tous les moyens à [leur] disposition pour trouver ces armes et rétablir la sécurité ».